

Veille & territoires

#272 Bulletin du 24 septembre 2020



► Les régions et la connaissance du territoire

Bruno Acar, Xavier Giguët

Inspection générale de l'Administration (IGA), 2020. 42 p.

La mission décrit les interventions des régions autour de quatre axes inégalement investis par ces collectivités : l'appui au pilotage des politiques publiques régionales ; la construction d'un service public régional de la connaissance ; l'accompagnement des dynamiques territoriales ; et la diffusion de données et études de nature à éclairer le débat public. Le rapport souligne que les régions se sont appuyées sur la montée en puissance de leur compétence en matière de planification, le développement des

contractualisations, et l'ouverture des données pour mieux organiser la fonction d'observation territoriale. Il note que cette évolution reste fragile et inachevée, identifie un certain nombre de points de vigilance et formule plusieurs préconisations.

Collectivités locales

► Différenciation territoriale outre-mer : quel cadre pour le sur-mesure ?

Sénat, Délégation sénatoriale aux outre-mer, Michel Magras

Rapport d'information n° 713, 21 septembre 2020. 339 p.

En janvier 2020, le président du Sénat, Gérard Larcher, a initié un groupe de travail sur la décentralisation avec l'ambition de « repenser en profondeur l'organisation des pouvoirs locaux ». Le présent rapport vise à approfondir cette réflexion sur le volet ultramarin. Il se veut le reflet, le plus fidèle possible, des réalités vécues dans les collectivités ultramarines et de l'état des discussions sur leurs souhaits d'évolution institutionnelle à court et moyen termes. Avec le concours de juristes, le rapport aborde la question du socle constitutionnel commun qui pourrait à l'avenir répondre aux vœux des collectivités ultramarines de disposer d'un cadre favorisant davantage leur épanouissement et

l'efficacité des politiques publiques. Est mis en évidence l'urgence d'une refondation de la relation entre l'État et les outre-mer qui passera nécessairement par une réforme de l'exercice des libertés locales et une plus large diffusion d'une culture outre-mer dans nos institutions.

[► Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ?](#)

Sénat, Mission d'information Compétences des départements, Cécile Cukierman

Rapport d'information n° 706, 15 septembre 2020. 253 p.

Sur la base d'une série d'auditions de représentants des différentes strates de collectivités territoriales, de l'administration et d'acteurs du monde économique, de deux déplacements dans de nouvelles régions, et de réponses à un questionnaire adressé aux conseils départementaux et régionaux, la mission s'est efforcée de tracer des perspectives sur l'avenir de la collectivité départementale et le rôle qu'elle pourrait continuer à jouer, de concert avec les autres niveaux de collectivités territoriales comme avec l'État, pour un développement équilibré et solidaire de notre pays. Elle formule à cet égard 27 recommandations, tendant à conforter l'exercice par le département de ses missions de solidarité sociale et territoriale, à desserrer l'étau de la répartition des compétences entre collectivités territoriales et, considérant que de nouvelles réformes institutionnelles ne doivent être envisagées qu'avec prudence, à développer les coopérations locales concrètes, notamment dans le domaine économique.

[► Rapport](#) [► Synthèse](#)

Démographie

[► La désertification gagne du terrain en Europe et la France, avec sa "diagonale du vide", n'est pas épargnée](#)

La République du centre, 03 septembre 2020

Les zones faiblement peuplées gagnent du terrain un peu partout en Europe. Un phénomène particulièrement inquiétant qui n'épargne pas la France. Le bureau d'études Spatial Foresight vient de publier une carte sur les zones faiblement peuplées et/ou menacées de désertification à l'échelle de l'Union européenne. Décryptage avec Erik Gløersen, géographe et co-auteur de cette étude.

[► La carte](#)

Développement économique

[► De la souveraineté industrielle aux relocalisations : de quoi parle-t-on ?](#)

Sonia Bellit, Caroline Granier et Caroline Mini

Fabrique de l'industrie, septembre 2020. 17 p.

La réponse gouvernementale à la crise fait la part belle à une reconquête de notre « souveraineté industrielle » via les relocalisations. Aurait-on trouvé là un remède à la désindustrialisation du pays ? Dans ce document de travail, La Fabrique de l'industrie explique pourquoi il n'en est rien.

[► Relocalisation, souveraineté, réindustrialisation, résilience : ne confondons pas tout !](#)

Thierry Weil

The Conversation, 14 septembre 2020

Le plan France Relance présenté début septembre par le gouvernement prévoit de consacrer un milliard d'euros aux relocalisations. On attend de celles-ci qu'elles renforcent notre souveraineté, créent des emplois, permettent de réindustrialiser le pays, le rendent plus résilient... Or, ces notions (souveraineté, réindustrialisation, résilience, relocalisation) recouvrent des sens assez différents. Pour l'auteur, les objectifs dévoilés par le gouvernement relèguent au second plan la nécessité de penser avant tout à l'attractivité de la France.

[**► Quel est l'impact de la fiscalité économique locale sur l'attractivité des territoires et sur le choix d'implantation des entreprises ?**](#)

ESSEC, Chaire d'économie Urbaine, France urbaine, septembre 2020. 27 p.

La fiscalité économique directe locale, ensemble des impôts dus par les entreprises aux collectivités territoriales, est sujette à controverses depuis plusieurs années. La nature de ces impôts, leur valant d'être inclus dans les impôts dits de production, comme leur bien-fondé sont en effet régulièrement critiqués. Analyses des différents aspects du débat actuel sur le sujet et principales conclusions de la Chaire d'économie Urbaine.

Développement territorial

[**► Faire durablement territoire sans densifier les villes**](#)

Antoine Bres

***Métropolitiques*, septembre 2020.**

En mars 2020, un quart des Parisiens auraient fui la capitale pour échapper au confinement et à la promiscuité ; six mois plus tard, Antoine Brès propose de sortir du dilemme « pour » ou « contre » la densification des métropoles en proposant une distribution des populations plus efficiente et plus soutenable.

[**► Réparer les territoires post-miniers.**](#)

[**Approches territorialistes, paysagères, architecturales et artistiques**](#)

Ss la dir. de Sandra Fiori, Béatrice Mariolle et Daniela Poli

***Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*, 7/2020.**

Les territoires de l'après-mine, nés d'une économie sectorielle destructrice au plan écologique, portent les stigmates d'un mode de développement devenu insoutenable, avec les effets duquel il faut encore composer. Territoires fragilisés, à la fois visibles et invisibles, souvent patrimonialisés, ils offrent des situations contemporaines dans lesquelles l'expérimentation des transitions vers une société post-carbone trouve particulièrement sa pertinence. Figures métonymiques d'un monde à réparer, ils requièrent les analyses et les contributions de nos disciplines et de la recherche en paysage, architecture, urbanisme. Comment réparer des territoires monofonctionnels ? De quelles manières les outils du concepteur, architecte, urbaniste, paysagiste, artiste, y contribuent-ils ?

Evaluation

[**► Evaluation des politiques partagées entre l'Etat et les collectivités territoriales**](#)

Bruno Acar, Xavier Giguët

Inspection générale de l'Administration (IGA), 2020. 103 p.

L'évaluation des politiques publiques associant aujourd'hui l'État et les collectivités territoriales,

pourtant au cœur de l'action publique, apparaît encore comme le parent pauvre de l'évaluation. Si chaque acteur intervient dans son domaine de compétence propre, la pratique d'une évaluation partagée entre, d'une part, l'État et, d'autre part, les collectivités apparaît, en creux, comme un manque tant au niveau national, que territorial.

Le rapport remis par l'IGA au gouvernement fait plusieurs propositions pour encourager des démarches de ce type.

[► Rapport](#)

Formation - Emploi

[► La formation, clé de la dynamique de l'emploi dans les territoires ?](#)

Poupard Gilles, Taverne Didier

Population & Avenir, 2020/4, n° 749. p. 4-7

A priori, il semble évident que les territoires dont la population active est mieux formée sont les plus dynamiques en termes d'emploi. Mais lorsque l'on examine finement les zones d'emploi de la France métropolitaine, est-ce systématiquement vérifié ? Et, dans un contexte où les niveaux de vie dépendent entre autres de la productivité, les territoires ont-ils les mêmes chances de voir se développer des activités à forte productivité selon qu'ils accueillent une population diplômée ou, au contraire, des personnes moins formées ?

[► Les « cordées de la réussite » en Île-de-France - Évaluation](#)

Corinne de Berny Riche, Agnès Parnaix

Institut Paris Région, septembre 2020. 149 p.

Lancées en 2008 dans le cadre de la dynamique « Espoir-Banlieue », les cordées de la réussite constituent des réseaux de solidarité entre un établissement d'enseignement supérieur et un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire, dans l'objectif d'introduire davantage d'équité dans la poursuite d'études supérieures. Elles visent les élèves dont le contexte socio-économique, culturel ou géographique peut constituer un frein, notamment dans les quartiers en politique de la ville (QPV) et les espaces ruraux. L'Etat et la Région d'Île-de-France se sont associés pour soutenir ce dispositif et ont souhaité procéder conjointement à leur évaluation sur le territoire régional.

Inégalités

[► Évolution des revenus dans la Métropole du Grand Paris](#)

APUR

Note de l'Apur, n°183, septembre 2020. 20 p.

Comme d'autres grandes métropoles mondiales, la Métropole du Grand Paris est marquée par de fortes inégalités sociales et territoriales. Comment ces disparités ont-elles évolué ces quinze dernières années ? Cette note analyse les dynamiques sociales sous l'angle de l'évolution des revenus des ménages à l'échelle de la Métropole du Grand Paris. Les disparités s'accroissent pour une majorité de communes et quartiers entraînant une polarisation toujours plus marquée entre territoires aisés et territoires pauvres.

[► Les jeunes femmes sont les premières concernées par le retrait de l'État en milieu rural](#)

Yaëlle Amsellem-Mainguy, Université de Paris et Benoit Coquard, Inrae

The Conversation, 15 septembre 2020

Lorsque la politique s'exprime sur la « ruralité » elle tend à méconnaître les conditions d'existences des jeunes ruraux, mais surtout gomme les fractures qui existent au sein même de ce large groupe.

[► Les discriminations dans le système de santé français. Un obstacle à l'accès aux soins](#)

Joshua Rivenbark et Mathieu Ichou

Ined, 15 septembre 2020. 11 p.

Les discriminations au sein du système de santé peuvent constituer un obstacle aux soins pour les personnes socialement défavorisées en raison du sexe, de l'immigration, de l'origine ethnique ou de la religion. En utilisant les données de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO), Mathieu Ichou, chercheur à l'Ined, et Joshua Rivenbark, doctorant à l'école de médecine de l'Université de Duke (États-Unis), montrent que certains groupes d'immigrés et d'enfants d'immigrés sont plus exposés à des expériences de discriminations, et que ces expériences peuvent constituer un obstacle à l'accès aux soins, contribuant aux inégalités de santé.

[► La note \(en anglais\)](#)

Ingénierie territoriale

[► Sur l'ingénierie territoriale et l'agence nationale de la cohésion des territoires](#)

Sénat, Délégation aux collectivités territoriales, Josiane Costes et Charles Guené

Rapport d'information n° 591, juillet/septembre 2020. 12 p.

Le présent rapport structure les enjeux actuels de l'ingénierie dans les territoires en trois parties – du désengagement de l'ingénierie d'Etat (Première partie) à la montée en puissance de l'ingénierie publique locale (deuxième partie), quelle place pour l'ANCT dans les territoires ? (troisième partie) – et formule 25 propositions réparties entre une première série de 12 propositions en faveur de l'ingénierie publique locale visant à mieux faire reconnaître le rôle de l'ingénierie publique locale, à adapter les ressources humaines des collectivités aux besoins de nouvelles compétences et à ouvrir de nouveaux moyens financiers en faveur de l'ingénierie publique locale, et une seconde série de 13 propositions spécifiques à l'ANCT pour l'accompagner dans son déploiement à travers les territoires.

[► Rapport](#) [► Synthèse](#)

Jeunesse

[► Les politiques de jeunesse des conseils régionaux. Entre recomposition des compétences et affirmation inégale d'un rôle de coordination](#)

Injep - Maëlle Moalic

Injep Analyses & Synthèses, n° 37. 4 p.

Au cours des cinq dernières années, les conseils régionaux ont été affectés par une succession de réformes, tant s'agissant de leur délimitation territoriale que de leur champ de compétences. Acteurs historiquement centraux de l'action publique en direction des jeunes, ceux-ci ont également acquis de nouvelles prérogatives en matière de coordination des interventions en ce domaine. Comment ces évolutions se traduisent-elles à ce jour ? Une étude de l'INJEP, réalisée en partenariat avec le laboratoire Arènes et la chaire Territoires et mutations de l'action publique (TMAP), donne aujourd'hui

à voir les recompositions à l'oeuvre dans les politiques sectorielles portées par les conseils régionaux, ainsi que la diversité des démarches transversales de prise en compte des jeunes que ceux-ci ont pu déployer, mais dont les effets restent encore limités.

Logement

[► Les besoins en logement et leur géographie. Comment les mesurer ? Quelle prospective ?](#)

Dumont Gérard-François

Les Analyses de Population & Avenir, 2019/9, n° 13. pp. 1-28. (mis en ligne le 21 sept. 2020)

Rappelant combien le logement répond à un besoin essentiel, cette analyse détaille d'abord les paramètres dont dépend l'évolution du nombre de ménages et de logements. Puis elle présente dans une deuxième partie les grandes tendances pour les prochaines années en France. En dépit de l'inertie des mouvements démographiques, les projections à l'échelle nationale demeurent incertaines. C'est encore plus le cas à l'échelle locale où, comme cela est expliqué dans la troisième partie de ce texte, des paramètres spatiaux et réglementaires compliquent encore plus l'exercice prospectif. Toutefois, si elle n'est pas une science exacte, la prospective demeure une démarche féconde : elle est en effet un puissant vecteur d'échanges argumentés et critiques entre citoyens usagers, experts et décideurs, qui permet une meilleure compréhension des besoins en logement. Elle peut donc être d'une aide précieuse à la décision et à l'action des acteurs publics et privés du logement.

[► Le logement dans les départements et les régions d'outre-mer](#)

Cour des Comptes, septembre 2020. 133 p.

Les départements et les régions d'outre-mer (DROM) font face à des contraintes spécifiques en matière de logement : un foncier constructible rare et cher du fait de leur géographie, des coûts de construction supérieurs à ceux de la métropole et des évolutions démographiques rapides et hétérogènes complexifiant la planification. En dépit des efforts déployés ces dernières années, notamment à travers le premier plan logement outre-mer (PLOM) adopté en 2015, les acteurs privés et publics apparaissent en difficulté pour répondre à la demande – notamment de logements locatifs sociaux et très sociaux – et pour améliorer les conditions de logement des habitants ultramarins.

La Cour formule au total 14 recommandations visant à mieux identifier les besoins de logements et de planification, mieux allouer les ressources financières et mieux cibler les efforts.

[► Rapport](#)

[► Synthèse](#)

Numérique

[► La lutte contre l'illectronisme et pour l'inclusion numérique](#)

Sénat, Mission d'information Illectronisme et inclusion numérique, Raymond Vall

Rapport d'information n° 711, 17 septembre 2020. 223 p.

Alors que l'illectronisme approfondit la fracture sociale et générationnelle et devient un handicap majeur dans une société toujours plus numérisée, particulièrement dans les relations avec une administration fermant ses guichets, réduisant son implantation territoriale et mettant le cap sur le 100% dématérialisé, la politique publique d'inclusion numérique est-elle assez financée, efficace et bien dimensionnée ? Après plus de 90 auditions, 4 tables-rondes et un déplacement sur le terrain, la mission d'information du Sénat livre ses conclusions et prône un effort substantiel en faveur de la

médiation numérique pour mieux aider les publics les plus fragiles, notamment en situation de handicap, pour mieux lutter contre l'exclusion par le coût, angle mort de la politique publique, pour construire une "Éducation nationale 2.0" et pour engager un choc de qualification numérique des salariés.

[► Rapport](#)

[► Synthèse](#)

[► Faire du numérique un accélérateur de diversité](#)

Conseil national du numérique (CNUM) ; association Diversidays

Septembre 2020. 35 p.

L'ensemble des travaux exploratoires et des recommandations de ce rapport ont été menés autour d'une conviction forte : celle de permettre aux habitants des zones rurales et des quartiers prioritaires de la ville (QPV) d'accéder aux métiers du numérique, principalement pour des raisons d'égalité, d'éthique et de droits fondamentaux. Les auditions et consultations menées par la Commission et l'association ont permis de faire émerger 15 recommandations axées autour de trois thématiques intrinsèquement liées au plan de relance, dans l'objectif d'apporter aux profils issus de la diversité une information claire sur les opportunités d'emploi et de formation dans les nouvelles technologies. Le rapport préconise de mesurer la politique de recrutement et d'implantation pour répondre au manque de diversité dans le numérique et redynamiser les territoires.

[► Centres sociaux : au coeur d'une société numérique humaine et solidaire](#)

Fédération des centres Sociaux et Socioculturels de France (FCSF), septembre 2020. 84 p.

Comment, pour un centre social, appréhender l'impact et les enjeux du numérique dans la société et auprès des personnes avec lesquels il est en relation ? Quel rôle peut-il jouer pour construire les conditions d'une compréhension éclairée et d'usages au service des habitants, de leurs envies et besoins ? Comment peut-il contribuer à agir contre les exclusions que le numérique peut générer ou renforcer ? Cette publication croise apports fondamentaux sur le numérique dans la société, jalons d'une philosophie d'un numérique «centre social» et propose de nombreux exemples de pratiques de fédérations et de centres sociaux.

Politique de la ville

[► Focus : le plan de relance et les quartiers prioritaires de la politique de la ville](#)

Villes & Territoires Occitanie - Centre de ressources politique de la ville et cohésion territoriale, septembre 2020. 5 p.

Le plan de relance présenté par le Premier ministre le 3 septembre 2020, se fixe trois priorités : l'écologie, la compétitivité et la cohésion sociale et territoriale. Il ne s'agit pas dans cette note d'en faire une présentation exhaustive, mais plutôt de mettre en évidence la place qu'y tiennent les quartiers de la politique de la ville. En matière de cohésion territoriale, les rédacteurs de ce plan insistent bien sur le fait qu'il concerne tous les territoires, à toutes les échelles : les territoires ruraux, les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les petites, moyennes et grandes villes, les métropoles, les départements, les régions... Il n'est resté pas moins que les quartiers prioritaires de la politique de la ville apparaissent comme « une cible territoriale » de ce plan de relance, même s'il ne s'agit que d'une cible parmi d'autres.

[**► Pour les bailleurs sociaux et les élus, les signaux négatifs s'accumulent sur la politique de la ville**](#)

Anaëlle Penche

AEF, Dépêche n° 635894, 17 septembre 2020

Ponction dans la trésorerie d'Action logement, dissociation des ministères du Logement et de la Ville, absence de mention des quartiers prioritaires de la politique de la ville en tant que tels dans le plan de relance... Les élus des quartiers prioritaires comme les bailleurs sociaux s'inquiètent des signaux négatifs envoyés par l'exécutif en matière de rénovation urbaine et de politique de la ville.

[**► « La République doit revenir en bas des tours »**](#)

[**Entretien avec Nadia Hai, ministre déléguée à la Ville**](#)

La Gazette des communes, 21 septembre 2020

Alors que la situation des banlieues est extrêmement dégradée, la nouvelle ministre déléguée en charge de la politique de la ville, Nadia Hai, défend ses priorités et fonde ses espoirs sur les effets du plan de relance. Entretien.

Questions sociales

[**► Fractures françaises 2020**](#)

Sondage Ipsos/Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, septembre 2020. 132 p.

Le sondage annuel réalisé du 1er au 3 septembre par Ipsos/Sopra Steria permet de mesurer les effets produits par la crise du Covid-19 sur des fractures françaises qui lui préexistaient. Six mois après le début de la crise sanitaire, et un an et demi avant la prochaine échéance présidentielle, quels ont pu être les effets de la pandémie sur les valeurs, les attitudes et les visions politiques des Français ?

[**► L'étude complète**](#)

[**► Analyse des résultats par Nicolas Bauquet \(Institut Montaigne\)**](#)

Services à la population

[**► ACCESS'R - L'accessibilité des services à la population en milieu rural**](#) [**16 partenaires partagent leurs expériences**](#)

Leader France et 15 partenaires français et européens, septembre 2020. 35 p.

Le maintien et le renforcement des services aux publics est un sujet majeur en milieu rural. Cette problématique oblige à réfléchir à de nouvelles formes de présence de ces services : postaux, scolaires, médicaux, sociaux, etc. Avec ses 10 partenaires français et 6 européens, le projet MCDR ACCESS'R (ACCESsibilité des ServiceS à la population en milieu Rural) a pour ambition d'apporter des réponses, en réalisant un travail de capitalisation de bonnes pratiques sur le thème des services à la population en milieu rural, au niveau national et européen, et d'en assurer la diffusion à grande échelle. Leader France et ses 15 partenaires ont publié un recueil d'expériences, réalisé dans le cadre de projet. Au sommaire : une trentaine d'expériences capitalisées, des fiches analyses pour mieux comprendre les enjeux de l'accessibilité des services en milieu rural, des fiches ressources.

Transfrontalier

► [Population et emploi : des évolutions contrastées de part et d'autre des frontières](#)

Insee, Nathalie Stéphan (pôle Statistiques transfrontalières)

Insee Focus, n°202, septembre 2020.

Entre 2013 et 2019, la population évolue de façon très contrastée dans les territoires étrangers situés aux abords des frontières françaises : elle augmente sensiblement au Luxembourg et en Suisse, beaucoup moins en Italie et en Espagne. En Belgique et en Allemagne, les évolutions sont proches de celles de la France. Entre 2013 et 2018, du côté étranger, la croissance démographique est surtout liée à l'arrivée de nouveaux résidents. Côté français, le solde naturel est toujours positif, appuyé par un excédent migratoire apparent à proximité de la Suisse, l'Espagne et l'Italie, et freiné par un déficit migratoire le long des frontières allemande, luxembourgeoise et belge.

La plupart des territoires frontaliers étrangers bénéficient d'une dynamique positive à la fois de l'emploi et de la population entre 2011 et 2016. C'est aussi le cas pour une majorité de départements frontaliers français, malgré des dynamiques d'emploi souvent moins favorables que côté étranger, notamment aux abords des frontières belge et luxembourgeoise.

Transitions

► [La transition énergétique territoriale créatrice de valeurs et moteur de développement](#)

Yannick Régner, *Le CLER (Réseau pour la transition énergétique), le TEPOS (Réseau Territoires à énergie positive)*. Juillet 2020. 126 p.

Aboutissement de deux ans de travail et de dix ans de liens avec les territoires en transition, cette synthèse s'appuie sur des exemples concrets – les territoires du réseau TEPOS (Territoires à énergie positive), pionniers de la transition.

Principal enseignement : l'appropriation des enjeux énergétiques est l'un des leviers de nouvelle création de valeur dans les territoires, d'attractivité et de dynamisme des ruralités. En l'absence de politique locale de l'énergie, chaque euro dépensé dans l'énergie quitte le territoire, appauvrissant non seulement les ménages, mais aussi tout le tissu économique local privé de ce flux financier.

► [Transition Territoires Participation](#)

« [Former des géographes à mettre en œuvre la transition sociale-écologique](#) »

Une nouvelle formation en géographie à Nanterre

Le Cours Master en Ingénierie Transition Territoires Participation (CMI-TTP) forme des étudiants à concevoir et mettre en œuvre des projets participatifs de transition à l'échelle des territoires locaux.

Les étudiants intègrent le CMI-TTP après le baccalauréat, et suivent la licence puis le master de géographie de l'Université Paris Nanterre, ainsi que 20% de modules complémentaires. Elle est portée par les laboratoires LAVUE et LADYSS et soutenue par un réseau d'une quinzaine d'acteurs du développement territorial.

La formation s'appuie sur trois piliers : approche territoriale / ingénierie de projet / méthodes participatives.

Urbain

► [Pour la recherche urbaine](#)

Félix Ardisson, Sabine Barles, Nathalie Blanc, Olivier Coutard, Leïla Frouillou et Fanny Rassat (dir.) - CNRS Editions, 2020 (coll. Espaces et milieux). 448 p.

L'urbanisation à l'échelle planétaire et la conscience croissante des problèmes écologiques font de l'« urbain » un objet privilégié pour l'action publique et la recherche. C'est en effet grâce à la perspective urbaine que nous parvenons aujourd'hui à une meilleure compréhension des sociétés contemporaines et des milieux de vie. En articulant les dimensions sociales, écologiques, politiques et matérielles, les recherches actuelles apportent de nouvelles connaissances sur les théories et définitions de l'urbain, les populations urbaines et la production de leur cadre de vie. Les enjeux sont de taille. Ils touchent à la qualité de vie des citoyens et à la forme de nos sociétés : diversification des populations, accroissement des inégalités, recompositions des flux, des échelles et des pouvoirs urbains, changements de l'environnement planétaire, etc.

Le présent ouvrage, qui repose sur un important travail collectif sur les villes des Nords et des Suds, propose un panorama engagé de ces enjeux présents et, surtout, à venir pour la recherche urbaine.

[► version numérique en accès libre](#)

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2020 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)